

le 23 mai 2014

Migrants sur le Port de Calais : les élus écologistes demandent un dispositif humanitaire d'urgence

Depuis plus de 20 ans, avec la mise en place du Traité du Touquet, les mesures de contrôle du sol britannique se font sur les ports français prenant littéralement les réfugiés au piège et les condamnant à errer dans le Calaisis dans l'espoir de rejoindre l'Angleterre.

Depuis plusieurs mois, un nombre croissant de migrants et réfugiés se sont mis à l'abri dans les campements situés sur le port de Calais. Les **conditions de vie n'ont cessé de se dégrader**. Les associations apportant leurs secours ont sonné l'alerte, depuis plusieurs semaines, demandant à ce que des services sanitaires de base soient mis en place notamment pour lutter contre l'épidémie de gale.

Le Préfet a annoncé hier **l'évacuation imminente** de ces campements. L'évacuation de ces campements sans solution de relogement est une mauvaise réponse à la situation et nous nous y opposons. Nous savons d'expérience que cela **ne fait que déplacer le problème**. Les réfugiés construiront d'autres campements spontanés dans des conditions encore plus déplorables, sans suivi administratif et sanitaire. Même si les mineurs seront hébergés provisoirement à quelques dizaines de kilomètres de Calais.

C'est pourquoi, **nous demandons à ce que soit mis en place un dispositif humanitaire d'urgence, par l'État, en faisant appel à des organisations** comme Médecins du Monde ou le Haut Commissariat aux Réfugiés. Celles-ci, appuyées par l'Etat, pourraient gérer des campements de petite taille, dotés de sanitaires, en attendant que des solutions plus durables soient trouvées en 2015.

Nous continuons à demander la **renégociation du Traité du Touquet** promise par le Premier Ministre Manuel Valls lors de sa dernière visite à Calais. Nous réclamons que des moyens soient déployés, par le Ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, pour garantir la prise en charge digne des réfugiés sur le Calaisis.

Contacts Presse :

Amélie Bon – Collaboratrice communication du groupe « EELV » au Conseil régional NPDC

am.bon@orange.fr – 03 28 82 55 89 / 06 77 67 05 27

Majdouline SBAÏ – Vice-présidente du Conseil régional Citoyenneté, Coopération décentralisée et Relations internationales

majdouline.sbai@nordpasdecalais.fr – 03 28 82 50 14